

[Français]

LES LANGUES OFFICIELLES

LES BIENFAITS DU PROJET DE LOI C-72

M. André Plourde (Kamouraska—Rivière-du-Loup): Monsieur le Président, la population de la circonscription de Kamouraska—Rivière-du-Loup se réjouit de l'adoption en troisième lecture du projet de loi C-72 sur les langues officielles.

Si aujourd'hui je me permets de revenir sur le sujet, c'est que je veux m'associer de façon non équivoque à cet heureux processus démocratique qui reconnaît enfin l'égalité du français et de l'anglais comme langues officielles à l'intérieur de nos institutions fédérales.

Monsieur le Président, ce projet de loi, enfin adopté, vient corriger une situation qui, en 1988, devenait de plus en plus inacceptable. Il aura fallu encore une fois un gouvernement conservateur et un premier ministre Mulroney, fier de ses convictions, pour déposer et adopter la Loi sur les langues officielles, ce que le gouvernement libéral de Pierre Elliott Trudeau n'a jamais osé faire.

Monsieur le Président, la démocratie a eu raison de certains individus qui avaient du Canada une vision étroite et intransigeante envers la réalité francophone. Pour ma part, je considère que c'est dans notre diversité et dans le respect de nos différences que nous grandirons comme peuple.

* * *

[Traduction]

L'AGRICULTURE

LA SÉCHERESSE DANS L'OUEST—L'AIDE DEMANDÉE PAR LES ÉLEVEURS DE LA COLOMBIE-BRITANNIQUE

M. Nelson A. Riis (Kamloops—Shuswap): Monsieur le Président, l'Association des éleveurs de Kamloops-Sud a dernièrement signalé au ministre de l'Agriculture (M. Wise) la situation très critique dans laquelle se trouvent ses membres par suite de la sécheresse qui se prolonge. Les troupeaux comptant plus d'un millier de têtes, les réserves d'eau actuelles sont nettement insuffisantes, et de nombreux éleveurs sont obligés de transporter de l'eau jusqu'à leurs bêtes. Certains le font depuis l'automne dernier et quelques-uns n'ont plus d'eau du tout.

La situation s'annonce passablement sombre pour cet automne et tout donne à entendre qu'on risque fortement de manquer d'eau l'hiver prochain. La sécheresse qui frappe la région de Thompson-Nicola en Colombie-Britannique est on ne peut plus grave et les éleveurs ont besoin d'une aide immédiate et spéciale.

J'exhorte le ministre de l'Agriculture (M. Wise) à intervenir sur-le-champ et à donner aux membres de l'Association des éleveurs de Kamloops-Sud une subvention pour les dédommager quelque peu des pertes qu'ils ont subies dernièrement à cause de la sécheresse, et leur éviter de devoir se départir de leur troupeaux.

Article 21 du Règlement

Ces éleveurs sont un maillon essentiel de l'économie régionale et nous devons déployer tous les efforts nécessaires pour assurer leur survie pendant cette saison de grande sécheresse.

● (1415)

Quand nous pensons à l'agriculture dans l'Ouest, monsieur le Président, il nous arrive souvent de ne pas voir au-delà des Rocheuses. J'exhorte le ministre de l'Agriculture à se souvenir de tous ceux que la sécheresse place dans une situation très précaire, et notamment à ces éleveurs dans les vallées, à l'intérieur de la Colombie-Britannique

* * *

LES INSTITUTIONS FINANCIÈRES

LES FRAIS DE SERVICE—LE TRAITEMENT RÉSERVÉ AUX PETITES ENTREPRISES

M. Reginald Stackhouse (Scarborough-Ouest): Monsieur le Président, la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante cherche à protéger les petites entreprises des frais financiers injustes. Elle fait valoir que les consommateurs canadiens ont déjà obtenu justice dans une certaine mesure, mais que les petites entreprises ont besoin des concessions beaucoup plus importantes de la part des institutions financières.

La Fédération demande en particulier que ces dernières fournissent une information complète sur les changements prévus dans les frais de service. Elle veut que les frais pour retour d'impayés soient éliminés. Elle recommande une révision annuelle des frais de service qui s'appliquent aux petites entreprises et souhaite l'établissement d'une procédure d'appel pour réparer les torts.

Le gouvernement a commencé à répondre à ces recommandations. Je l'exhorte à terminer la tâche. La santé des petites entreprises est essentielle pour l'économie canadienne. Nous sommes conscients que la principale difficulté vient de l'extrême déséquilibre entre le pouvoir des institutions financières et celui des petites entreprises. L'occasion s'offre au Parlement et au gouvernement de jouer un rôle égalisateur.

* * *

LES CHEMINS DE FER

LA LIQUIDATION DU CHEMIN DE FER DE TERRE-NEUVE—LES RÉPERCUSSIONS SUR NORTH SYDNEY (N.-É.)

M. Russell MacLellan (Cape Breton—The Sydneys): Monsieur le Président, lorsque le gouvernement a annoncé, le 20 juin dernier, la fermeture du chemin de fer de Terre-Neuve, il a dit que la ville de North Sydney ne serait pas touchée. Pourtant, le même jour, le président du CN a annoncé qu'il mettait sur pied un nouveau service de transport maritime entre Halifax et St. John's. Le jour suivant, le CN a envoyé une directive à toutes ses succursales leur disant que, à compter du 25 juin, tous les conteneurs à destination de la partie est de Terre-Neuve, soit à l'est de Gander, seraient expédiés de Halifax à St. John's.